

Extract of Fédération Nationale de la Libre Pensée

<http://old.fnlp.fr/spip.php?article321>

COMMUNIQUE DE PRESSE

- edito, la Une -



Publication date: mardi 16 décembre 2008

Copyright © Fédération Nationale de la Libre Pensée - Tous droits réservés

« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés »

Jean de La Fontaine (Les animaux malades de la peste)

L'Instruction publique est l'objet d'un train de « réformes » totalement catastrophiques de la maternelle à l'enseignement supérieur. On ne peut que se demander d'où provient la folie meurtrière qui s'est emparée de Xavier Darcos et de Valérie Pécresse, qui cravachent rageusement le cheval fou de leurs décrets et directives.

Marc Blondel, Président de la Libre Pensée vient de s'adresser aux députés et aux sénateurs pour les alerter : « A différentes reprises, nous avons sollicité le Ministre compétent afin qu'il nous reçoive en délégation pour lui exprimer nos attentes et nos inquiétudes devant l'évolution actuelle qui risque, selon nous, de mettre l'Enseignement public en concurrence. Devant le silence de celui-ci, nous sommes contraints à prendre, ouvertement, position, à l'exprimer publiquement. Il est évident que par notre démarche nous entendons sauvegarder l'École de la République, condition indispensable à l'égalité et l'intégration de l'ensemble de la population ».

Quels sont les faits ?

Maternelle : Le Ministre Xavier Darcos veut réduire les postes en petite section et les transformer en jardin d'enfants en prétendant que le rôle de la maternelle ne consiste qu'à faire faire des siestes et à changer les couches. Primaire : 13.000 suppressions de postes prévus en 2009 et notamment la suppression de 3.000 postes d'enseignants spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté (postes RASED) et diminution de deux heures d'enseignement pour tous par semaine à tous les niveaux.

Secondaire : « réforme » des lycées qui consiste à rendre facultatives plusieurs matières dont l'histoire et les matières scientifiques, à tailler dans le vif des autres, et à introduire les désastreux « parcours individualisés » qui ont déjà fait leurs tristes preuves à l'Université dans le cadre du LMD, disparition à court terme du baccalauréat comme diplôme national.

Enseignement supérieur : comme si ce qui précède ne suffisait pas, la mise en place de l'espace européen d'enseignement supérieur par la loi Pécresse (autonomie-LMD) organise la privatisation des universités. La masterisation ruine le caractère national du concours national du CAPES en le rendant dépendant de chaque université, en attendant de pouvoir s'attaquer à celui de l'Agrégation. Le statut de fonctionnaire d'État des enseignants du supérieur est remis en cause de fond en comble par la destruction du décret de 1984, en même temps que le statut de chercheur titulaire du CNRS, par les « chaires » d'excellence prenant des postes à la fois aux grands organismes de recherche et aux Universités. Avec ces chaires et d'autres mesures, les salaires des enseignants-chercheurs sont modulés par des primes qui peuvent introduire, à grade égal, des différences de salaire pouvant aller du simple au double. Les mots d'ordre des agents gouvernementaux, entendus jusqu'au délire sont : concurrence, privatisation, réduction des dépenses publiques, au prix de la formation des jeunes, de celle des enseignants, des droits et garanties de tous les agents de l'Éducation nationale, et au-delà, car les réformes touchent tout le dispositif d'Enseignement et de Recherche de tous les ministères concernés : l'Agriculture avec l'INRA, la santé avec l'INSERM, les Affaires étrangères avec l'IRD

L'École de la République, l'École laïque, dont le Collège, le Lycée et l'Université sont des composantes, acquis de la lutte laïque et d'une longue construction civilisatrice, est une préoccupation majeure de la Libre Pensée. L'effarement et la colère nous saisissent devant l'ampleur sans précédent de cette oeuvre destructrice. L'État français collaborationniste de Pétain, soutenu par la botte national-socialiste des armées hitlériennes, n'avait pas osé, malgré la complicité de l'Église catholique, aller aussi loin dans la remise en cause de cet édifice hérité du siècle des Lumières. Qui sont Xavier Darcos et Valérie Pécresse pour oser cela ? D'où peuvent-ils tirer une pareille morgue et un pareil dédain ? Qu'est-ce qui permet au gouvernement de Nicolas Sarkozy de croire que cela pourrait se faire sans heurts majeurs ?

La Libre Pensée n'est ni un syndicat, ni un parti, mais, avec ses adhérents et ses fédérations départementales, avec ses amis parlementaires et élus du peuple, avec les organisations laïques qui reconstituent leur tissu historique, avec la population du pays, elle est saisie de révolte devant cette entreprise de mise à bas de ce que plus de deux siècles de civilisation républicaine ont su construire. Cela ne sera pas, cela ne peut pas être ! La Libre Pensée est prête à apporter son soutien à tous ceux, syndicats, partis, associations, qui se lèveront pour affirmer clairement : Cela suffit ! Bas les pattes devant l'École de la République !

Monsieur Darcos, Madame Pécresse, Monsieur Sarkozy, arrêtez tout, tout de suite, et annulez toutes vos « réformes », et toutes celles qui ont dénaturé gravement l'Instruction publique, la Recherche et l'Université depuis maintenant plusieurs années. La barbarie ne passera pas !

Paris, le 14 décembre 2008